

## TERRORISME ET RELIGION EN AFRIQUE

Parmi les facteurs qui déstabilisent aujourd'hui les pays africains et en plus des multiples crises « classiques » observées sur le continent africain, deux nous ont apparu particulièrement préoccupants lorsque l'on observe de près l'évolution actuelle des sociétés africaines, celle de leurs croyances et de leurs pratiques : *le fait religieux et le terrorisme*. Ces deux phénomènes se manifestent parfois de manière séparée (lorsque la religion favorise un certain obscurantisme empêchant tout progrès social, politique ou de développement dans le pays), ou en relation étroite lorsque le terrorisme se fonde sur la foi religieuse pour déstabiliser les Etats dans le but d'instaurer un Etat théocratique ou pour d'autres fins inavouées. Les Etats africains, comme beaucoup d'autres Etats, n'échappent pas aujourd'hui au terrorisme, phénomène certes pas nouveau, mais qui prend aujourd'hui des proportions importantes. L'une de ses caractéristiques essentielles est l'usage de la violence, sous toutes ces formes, comme mode d'expression ou de revendication, peu compatible avec les principes démocratiques qui caractérisent l'Etat de droit. Le terrorisme se particularise davantage depuis quelques années sur l'ensemble du globe, par une dimension à la fois religieuse et internationale.

Les récentes crises auxquelles nous assistons aujourd'hui sont une preuve de l'actualité de la question sécuritaire sur le continent. La crise malienne, les attentats et les prises d'otages au Nigéria, au Soudan, au Kenya, au Niger et la situation actuelle en Centrafrique. Les Etats africains, à l'instar des pays occidentaux, tentent tant bien que mal, de lutter contre ces deux phénomènes qui entretiennent dans certains cas des liens parfois très forts et dans d'autres des rapports plus distendus. C'est dans cette perspective que des conventions internationales et régionales adoptées ici et là, ont été ratifiées par de nombreux pays africains. Ces conventions ne sont toutefois pas toujours d'une grande clarté et manquent parfois de cohésion. Au niveau national, on peut s'interroger sur la légalité de certains textes pris par les gouvernants en place, les objectifs visés qui n'ont pas toujours pour objectifs de lutter contre le terrorisme ou l'intégrisme religieux.

L'atelier que nous comptons organiser dans le cadre des 3<sup>e</sup> rencontres des études africaines à Bordeaux, permettra aux participants de discuter sur la pertinence des moyens juridiques et politiques définis et mis en œuvre par les Etats africains et dont la finalité déclarée est d'éradiquer le terrorisme et l'intégrisme religieux pour qu'ils n'entravent ou ne détruisent pas les efforts de développement économique de ces pays et le processus de démocratisation mis en route depuis les années 1990 dans la plupart des Etats du continent africain. Pour toutes ces raisons, l'atelier se propose de mener une réflexion sur :

- l'étendue de ces manifestations et leurs causes/remèdes ; la capacité, les moyens matériels et les stratégies des terroristes ;
- les politiques adoptées ou que devront définir les acteurs au plan interne (dirigeants politiques, justice, sociétés civiles tels les mouvements associatifs ou les ONG, chefs religieux, chefs traditionnels etc.) et au plan international, notamment en matière de coopération (ONU, Union Africaine, Union Européenne, Force armée africaine etc.).
- Au niveau interne des Etats, apprécier les politiques et les méthodes adoptées par le pouvoir en place pour lutter contre les terroristes et pour contenir l'intégrisme